

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 5 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROFIT RECYCLAGE

8 rue Denis Papin
95250 Beauchamp

Références : UD95 – 2024-309
Code AIOT : 0006520657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement PROFIT RECYCLAGE implanté 8 rue Denis Papin à Beauchamp. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi courant du site, une inspection a été réalisée sur le site de transit, regroupement et tri de déchets dangereux et non-dangereux exploité par PROFIT RECYCLAGE à Beauchamp, afin de vérifier, d'une part, la situation administrative du site et d'autre part, le respect de certaines prescriptions opposables à ce type d'activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROFIT RECYCLAGE
- 8 rue Denis Papin, 95250 BEAUCHAMP
- Code AIOT : 0006520657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PROFIT RECYCLAGE est une installation classée régulièrement autorisée pour ses activités de transit, regroupement et tri de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718-1, ainsi que des installations de collecte et transit de déchets non dangereux relevant des rubriques 2710-2-a, 2716-1, 2713-2 et 2714-2 par arrêté préfectoral du 02 novembre 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2019.

La société PROFIT RECYCLAGE est installée depuis 2016 sur le site de Beauchamp et effectue principalement de la collecte, du transit, du regroupement et du tri de déchets non dangereux. La société met également des bennes à disposition de ces clients.

Dans la plupart des cas, ce sont les camions de la société qui viennent réceptionner les déchets sur les chantiers et chez les entreprises clientes. Les clients de la société sont tous situés dans la partie Nord de l'Île-de-France. Après les opérations de tri, les déchets pouvant être recyclés ou valorisés énergétiquement sont récupérés par d'autres entreprises, notamment la société HAUREC pour les ferrailles. Les autres déchets sont envoyés dans des installations de stockages de déchets non dangereux via les camions de la société.

14 salariés dont 5 chauffeurs travaillent pour la société. Le site fonctionne de 7h30 à 12h et de 13h30 à 18h du lundi au vendredi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, article 7.2.4	Demande d'actions correctives	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de demande d'actions correctives

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté préfectoral du 02/11/2018, article 1	Sans objet
2	Propreté de l'installation	Arrêté préfectoral du 02/11/2018, article 2.3	Sans objet
3	protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, article 4.2.2	Sans objet
4	protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, article 4.2.5	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral du 02/11/2018, article 9.2.2	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral du 02/11/2018, article 4.3.8	Sans objet
8	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, articles 8.1.3 et 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé 3 non-conformités au cours de cette visite d'inspection dont 2 pour lesquelles des actions correctives ont déjà été prises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, Article 1				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature				
Prescription contrôlée :				
Le classement de l'installation exploitée par la société PROFIT RECYCLAGE située 8, rue Denis Papin sur le territoire de la commune de BEAUCHAMP est actualisé.				
Les activités sont répertoriées sous les rubriques de la nomenclature des installations précisées ci-après :				
Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 111-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	Volume de déchets dangereux : <ul style="list-style-type: none"> Bâtiment principal (partie Sud) : stockage d'aérosols, pots souillés, peinture, colle de 1 tonne Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de batteries usagées de 13 tonnes <i>NOTA : Batteries contenant du « plomb » et de la « pâte de plomb », substances relevant d'un classement suivant la rubrique 4510.</i>	14 tonnes
2710-2-a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux	Volume de déchets non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> Nord du site : stockage de métaux et petites ferrailles (10 bacs d'1m3 et 5 bacs d'1m3) Sud du site : stockage de ferrailles de 600m3 	615 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Volume de déchets non dangereux non inertes : <ul style="list-style-type: none"> Sud du site : stockage de DIB en benne de 40m3 Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets en mélange issus des activités du BTP de 1050m3 	1100 m ³
2713-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux , à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Surfaces destinées aux activités liées aux déchets métalliques non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> Sud du site : stockage de ferrailles sur 13m² Bâtiment principal (partie Nord) : stockage de métaux et ferrailles en bennes sur 65m² Bâtiment principal (partie Nord) : stockage de métaux et ferrailles en bennes sur 190m² Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de ferrailles en vrac sur 25m² et une benne sur 13m² 	310 m ³
2714-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) : Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets plastiques de 80m3, stockage de bois de démolition de 80m3 et stockage de papiers/cartons de 80m3	240 m ³
2517	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Surface sur le site PROFIT destinée aux activités liées aux déchets minéraux non dangereux inertes : <ul style="list-style-type: none"> Sud du site : stockage de produits minéraux issus des activités du BTP sur 300m² Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets de plâtre sur 13m². 	313 m ²

2710-1	NC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets	Quantité de déchets dangereux apportée sur le site PROFIT : Nord du site : un bac de stockage de batteries	950 kg
2711	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.	Volume de déchets d'équipements électriques et électroniques présent sur le site PROFIT : <ul style="list-style-type: none"> Ouest du bâtiment principal : stockage de DEEE de 60m³ Bâtiment principal (partie Sud) : Stockage de DEEE de 10m³ 	70 m ³
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Les batteries contiennent les substances à phrases de risques H400 et H410 : « Plomb » et « Pâte de plomb ». Sur le site PROFIT, on retrouve au total : <ul style="list-style-type: none"> Pâte de Plomb : 4883 kg Plomb : 3990 kg. 	8,9 tonnes
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Est du bâtiment principal : stockage de 2 bouteilles de propane, soit 0,070t	0,07 tonne
4719	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	Quantité d'acétylène présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : stockage de 2 bouteilles d'acétylène	0,112 tonnes
4725	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité d'oxygène présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : stockage de 4 bouteilles d'oxygène	0,24 tonnes
4734 -2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Quantité de produits pétroliers présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : une cuve double peau de GNR de 2500L	2,1 tonnes

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, NC : non classé

Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. Il a indiqué que celle-ci consistait essentiellement à collecter les déchets non-dangereux de chantiers et d'entreprises situés dans la partie Nord de l'Île-de-France. La quasi-totalité de ces déchets collectés sont vidés sur site et triés avant d'être envoyés vers d'autres entreprises pour recyclage, valorisation énergétique ou enfouissement.

Lors de l'inspection, les activités relevant de la réglementation des ICPE ont été passées en revue :

- Rubrique 2718-1 : l'exploitant a précisé qu'il collectait désormais beaucoup moins de déchets dangereux, que ce soit des batteries plomb ou des aérosols, peinture, pots souillés ou colles. Concernant ces derniers, le site ne récupère que des dépôts accidentels qui sont la conséquence de mauvais tris sur les chantiers des clients de la société. L'exploitant a assuré qu'il ne disposait jamais de plus d'une tonne de ces produits à un instant donné. L'inspection sur site a constaté qu'il y avait 3 petites bennes réservées à ces produits et que celles-ci étaient peu remplies. Les quantités paraissaient faibles, et vraisemblablement en dessous d'une tonne.

Pour ce qui est des batteries, l'exploitant a remplacé sa benne de 10 m³ par deux petites bennes pouvant contenir 500 kg de batteries au plomb chacune. Un petit bac destiné à recueillir les batteries de particuliers est aussi disponible dans un conteneur à l'extérieur du site.

Ces batteries sont évacuées régulièrement de sorte qu'il n'y a jamais plus d'une tonne de batteries stockée sur le site à un instant donné selon l'exploitant. Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater que seuls une benne et le bac destiné aux particuliers contenaient quelques batteries, soit des quantités inférieures aux 14 tonnes reprises dans le tableau de classement. Le site relève bien du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique.

- Rubrique 2710-2-a : L'exploitant a indiqué que, les zones de stockages et les volumes de métaux et ferrailles sont restées identiques à celles décrites dans l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2018, soit 615 m³. Ces volumes ont pu être constatés par l'Inspection au cours de la visite du site.

- Rubrique 2716-1 : L'exploitant a présenté un plan des locaux localisant les aires de stockages pour chaque type de déchet ainsi que les volumes correspondants. Au cours de la visite, l'Inspection a pu constater qu'il y avait deux zones de stockage de déchets non dangereux et non inertes :

- une de 1 050 m³ dans un des bâtiments ;
- une de 40 m³ en benne extérieure.

Ces volumes sont conformes à ceux indiqués dans l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2018.

- Rubrique 2713-2 : L'exploitant a indiqué que son activité de transit, regroupement ou tri de métaux et déchets métalliques était en baisse. La surface actuelle dédiée à cette activité est donc inférieure aux 310 m² autorisés. Néanmoins, celle-ci est encore supérieure à 100 m², seuil de la déclaration au titre de la rubrique 2713-2.

- Rubrique 2714-2 : la consultation des plans des locaux et la visite du site ont permis de constater que les zones de stockages des déchets concernés et les volumes correspondants étaient identiques à ceux de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2018.

Rubriques « non-classable » : l'exploitant a confirmé que ses activités liées aux rubriques correspondantes n'avaient pas changées. La visite du site a notamment permis de confirmer que la quantité de déchets dangereux relatifs à la rubrique 2710-1 était bien inférieure à 1 tonne.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, Article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques – Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, cartons, plastiques et autres déchets.
Constats : La visite du site a permis de constater que la plupart des déchets et notamment, les papiers, cartons et plastiques sont stockés et triés en intérieur. Ainsi, la probabilité que ces déchets se dispersent sur les voies publiques et les zones environnantes est très faible. Concernant les poussières, l'exploitant a indiqué qu'elles posaient des problèmes de dispersion par temps sec et notamment l'été. Il a cependant assuré qu'il prenait des mesures pour limiter l'envol de poussières pendant ces périodes, notamment en humidifiant les zones et chargements qui présentent de tels risques. A ce sujet, l'exploitant a signalé qu'il réfléchissait à installer des dispositifs de récupération des eaux de toiture pour les utiliser dans les process de limitation d'envol de poussières. Ces dispositifs lui permettraient de limiter sa consommation en eau par temps sec. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, Article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques – Plans des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux d'eau. Cependant, la cuve tampon de 40 m ³ qui est située avant le séparateur et la canalisation qui les connecte ne figure pas sur le plan présenté. Le schéma des réseaux n'est donc pas à jour. Ceci constitue une non-conformité. Cependant, l'exploitant a transmis par courriel, le 4 avril 2024, un plan comportant bien la cuve tampon et la canalisation la reliant au séparateur. Le plan présente également une légende qui permet d'identifier facilement les différents ouvrages présents sur les réseaux. Ceci permet de lever la non-conformité relevée au cours de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, Article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Une vanne d'obturation située au niveau du séparateur hydrocarbures permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]
Constats : Le site dispose d'une cuve tampon de 40 m ³ située en amont du séparateur hydrocarbures. Les effluents collectés sont envoyés vers le séparateur par des pompes de relevages. L'arrêt de ces pompes permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Au cours de la visite du site, l'Inspection a pu constater que le panneau d'arrêt des pompes était facilement accessible et qu'il était accompagné d'une affiche expliquant la marche à suivre pour isoler les réseaux. L'exploitant a par ailleurs indiqué que tous les employés du site étaient tenus informés de la marche à suivre lorsqu'il fallait isoler les réseaux du site.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, Article 9.2.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquences, et modalités de l’auto surveillance de la qualité des rejets aqueux	
Prescription contrôlée : [...] Par défaut, les méthodes d’analyse sont celles définies par l’arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Les mesures comparatives mentionnées à l’article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :	
Paramètre	Fréquence
Ceux visés à l’article 4.3.8	Annuelle (se substitue à une mesure d’auto surveillance semestrielle)
Constats : L’exploitant a fait faire la dernière mesure le 19 mars 2024. La précédente datait de juin 2022, il n’a pas effectué de mesures en 2023. L’Inspection rappelle que l’exploitant doit effectuer une analyse de ses rejets aqueux tous les ans. L’exploitant a indiqué qu’il procédait au curage du séparateur hydrocarbures quand il disposait d’indices visuels suggérant que celui-ci était plein, soit à peu près tous les deux ans. Généralement, il procède aux prélèvements pour analyse des rejets après le curage du séparateur. L’Inspection a demandé le bordereau de suivi de déchet du curage du séparateur hydrocarbure qui a eu lieu le 18 mars 2024. Celui-ci, transmis par courriel du 4 avril 2024, est régulièrement rempli.	
Type de suites proposées : Sans suites	

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, Article 4.3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Valeurs limites d'émissions des eaux susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le réseau d'assainissement dans les limites en débit et concentration autorisées ci-dessous :

Débit de référence	Rejet n°1 et 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)
Maximal journalier en m3/j	Voir convention de rejet

Paramètre	Rejet n° 1
	Concentration instantanée (mg/l)
Matières en suspension (MES)	30
Hydrocarbures totaux (HCT)	5
Demande Chimique Organique (DCO)	125
Aluminium + Fer	5
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Cyanures totaux	0,1
AOX	5
Arsenic	0,1
Zinc	0,8
Cuivre	0,15
Ni	0,2

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'analyse du prélèvement du 19 mars 2024 effectué par le laboratoire AGROLAB. Les résultats des paramètres analysés sont tous inférieurs aux valeurs limites d'émission (VLE). **La prescription contrôlée est respectée.**

Cependant, la concentration en matières en suspension (MES) est égale à sa VLE (30 mg/l). Ceci peut être lié au fait que le curage du séparateur ait eu lieu la veille du prélèvement. En effet, le curage peut entraîner la remise en suspension de certaines matières. L'inspection suggère donc d'éviter de faire les prélèvements de rejets aqueux immédiatement à la suite du curage du séparateur.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, Article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none">• de deux bornes incendie publiques permettant d'avoir accès à un débit d'extinction de 120 m³ / h pendant une durée d'au moins deux heures et implantées à moins de 200 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment principal ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;• d'un système d'alarme incendie ;• d'un système de détection automatique d'incendie ;• de matériels de protection adaptés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de ces vérifications tenus à disposition des inspecteurs de l'environnement. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a pu constater qu'il y avait bien deux bornes incendie publiques à moins de 200 m des entrées de chacune des cellules du bâtiment principal. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la disponibilité effective des débits d'eau et pressions de ces poteaux. Ceci constitue une non-conformité. Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas été en capacité de donner la disponibilité du poteau situé à proximité du site. Il est demandé à l'exploitant de vérifier la disponibilité des deux poteaux plus proches du site (pression et débit) dans un délai de 2 mois. L'exploitant a fourni le dernier compte-rendu de vérification périodique des extincteurs qui a eu lieu le 1 ^{er} septembre et le 5 octobre 2023. Ce compte-rendu ne fait état d'aucune non-conformité. La visite du site a permis de constater que les extincteurs étaient bien visibles et facilement accessibles. L'exploitant a indiqué que tous les employés disposaient de téléphones portables pour contacter les services d'incendie et de secours. L'exploitant n'a pas pu présenter un plan des locaux avec une description des dangers pour chaque local. Ceci constitue une non-conformité. Cependant, l'exploitant a transmis par courriel du 05 avril 2024, un plan des locaux décrivant les dangers présents. Ceci permet de lever la non-conformité relevée au cours de l'inspection. Le site dispose d'alarmes incendie et de système de détection automatique. L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification daté du 28/06/2023. Celui-ci fait état de batteries à changer sur certaines alarmes. L'exploitant a indiqué avoir fait changer ces batteries depuis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 08/08/2019, Articles 8.1.3 et 8.2.2
Thème(s) : Autre, Registre de déchets entrants et sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.1.3</u></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site, hors cas de collecte par le producteur initial de ces déchets.</p> <p>Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la date de réception ;• le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;• la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;• l'identité du transporteur des déchets ;• le numéro d'immatriculation du véhicule ;• l'opération subie par les déchets dans l'installation. <p>Ce registre est tenu à disposition des inspecteurs de l'environnement.</p> <p><u>Article 8.2.2</u></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.</p> <p>Ce registre tenu à disposition des inspecteurs de l'environnement.</p> <p>Pour chaque chargement, le registre des déchets sortants contient les informations requises à l'article 2 de l'Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel Kerlog pour gérer les arrivées et les sorties de déchets. Une extraction du logiciel a été réalisée pour la semaine précédant la visite (18 au 22 mars 2024).</p> <p>L'analyse des informations figurant sur les extractions montre qu'elles sont conformes à ce qui est attendu. En particulier, l'adresse du chantier est bien indiquée tout comme le code déchet, l'immatriculation des camions et l'identité du transporteur.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suites